



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Afrique

Question au Gouvernement n° 2437

Texte de la question

POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean Glavany. Même si nous ne sommes plus que quelques-uns sur les bancs du groupe SRC, je tiens à dire à M. Baroin qu'il n'est pas nécessaire de s'énerver. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Mes chers collègues, je vous en prie. Écoutons la question de M. Glavany.

M. Jean Glavany. Je le lui dis avec beaucoup de calme et de sérénité : le populisme ne se nourrit pas de certaines dénonciations, il se nourrit de certaines pratiques ; ce n'est pas l'exigence de vérité qui renforce l'extrême-droite, c'est l'absence de transparence. Il est ainsi des exigences que la raison d'État devrait reconnaître, et que vous feriez bien de reconnaître tôt ou tard.

Ma question porte sur un autre sujet ("*Ah !*" *sur les bancs du groupe UMP*) : les déclarations de M. Jean-Christophe Rufin, qui était ambassadeur au Sénégal jusqu'à ces derniers jours.

Il a en effet affirmé ce matin sur les ondes d'une radio périphérique - il l'affirme également dans l'édition datée de demain d'un journal du soir - que les années 2007-2010 ont vu le retour de tous les vieux travers de la Françafrique. Ce n'est pas moi qui le dis, mais lui, qui n'est pas un homme de gauche et qui avait soutenu M. Sarkozy lors de l'élection présidentielle.

Lui suggère-t-on une comparaison avec les réseaux Foccart qu'il déclare que c'est pire : dans les réseaux Foccart, il y avait un peu de politique et de sens de l'intérêt général ; maintenant, il n'y a que des intérêts privés.

M. Marc Dolez. Eh oui !

M. Nicolas Perruchot. Et Mitterrand, alors ?

M. Jean Glavany. M. Rufin va même plus loin en déclarant que le Quai-d'Orsay est complètement dépossédé des dossiers africains, et que tout est concentré entre les mains d'un seul homme, le secrétaire général de l'Elysée, qui agit d'autant plus librement que, préfet, il ne connaît pas véritablement l'Afrique et qu'il ne rend compte ni devant le Parlement - où sont donc les nouveaux droits du Parlement ? - ni devant le Gouvernement. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Merci !

M. Jean Glavany. Ma question sera simple, mais je pense que vous en mesurerez toute la portée : n'est-il pas temps d'ériger, dans ce domaine aussi, une " muraille de Chine " entre les intérêts privés et l'action de l'État ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Philippe Briand. Cela fonctionnait sans doute mieux avec les Mitterrand !

M. le président. La parole est à M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères.

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. Monsieur le député, vous lisez trop les journaux. Pourtant, vous ne les lisez pas lorsque l'ambassadeur que vous avez cité et que j'ai fait nommer ne se plaignait pas de ce dont il se plaint aujourd'hui.

S'il a très bien servi la France, si je salue son action à Dakar, cela ne lui donne pour autant ni un droit de regard sur les nominations ni un droit de critiquer son successeur. Figurez-vous, monsieur le député, que ce dernier est un spécialiste de l'Afrique.

M. Jean Glavany. Je ne vous ai pas parlé de lui !

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. Je sais, mais, puisque vous avez fait référence à ces

déclarations, je réponds, et je réponds à votre question.

M. Jean Glavany. Non, vous ne répondez pas !

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. L'existence d'une politique africaine n'est pas une nouveauté que nous introduisons dans l'histoire de la Ve République. La persistance de liens particuliers avec certains qui nous sont proches et dont nous sommes proches n'est pas davantage une nouveauté.

Ce qui est en revanche nouveau, monsieur le député, c'est que le sommet de Nice a consacré tout à la fois l'Afrique et la France, tout le continent étant réuni. Il est également vrai que nous sommes fiers de la politique qui a été menée, laquelle n'a rien à voir avec ce que vous prétendez. Nous sommes fiers aussi bien de ce que nous avons fait pour la Guinée, qui vient, pour la première fois depuis cinquante-neuf ans, de voter, que de ce que nous avons fait pour le Rwanda. Nous sommes également fiers de ce que nous avons fait après les coups d'État en Mauritanie, au Niger ou à Madagascar. Oui, nous en sommes fiers !

M. Pierre Gosnat. En Mauritanie, il n'y a peut-être pas de quoi être fier !

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères*. Nous poursuivons sur cette voie, et la politique africaine de la France, c'est-à-dire la politique de la France vis-à-vis de ce continent, perdure et perdurera en dépit des critiques.

Comme on n'est jamais trahi que par les siens, j'espère, en effet, que cet homme ne s'étouffera pas de haine.
(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP et sur quelques bancs du groupe NC.)

Données clés

Auteur : [M. Jean Glavany](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2437

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 juillet 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 juillet 2010